

La privatisation et le démantèlement de l'Education nationale : revue de presse

Qui ?



Xavier Darcos a dit en octobre 2008 : « *La plupart des mesures que je prends servent surtout d'habillage aux suppressions de poste* ». Une biographie sélective s'impose pour cerner l'auteur de cette citation. Dans les **années 70**, il est secrétaire du Club de l'Horloge : ce club est encore aujourd'hui la boîte à idées de l'extrême droite, qui rêve de l'intégration du FN dans une alliance avec le gouvernement. Ce club d'ultra-droite a pour mission de pourfendre le monopole scolaire (comprendre l'école publique). **En 1982**, alors prof de lettres, il passe au tribunal administratif de Périgueux pour avoir divulgué à ses élèves de 1ère les sujets du bac... **En 1992** il fonde avec ses potes « Créateurs d'école », dont le credo est la privatisation de l'éducation avec des mesures phare comme la suppression de la carte scolaire. Parmi ses consultants, il faut citer aussi le non-moins craignos Vincent Laarman, président de Sos éducation, qui a lancé entre autres la campagne pour le service minimum et en ce moment une nouvelle offensive sur la carte scolaire. Rappelons aussi ses accointances avec « Enseignement et liberté », dans la mouvance de l'Opus dei. Bref tous ses conseillers sont des ultras réactionnaires, souvent catholiques, et tous pour une privatisation de l'Education nationale, qu'ils considèrent comme une « entreprise comme les autres ». Faut-il rappeler également que Sarkozy, intronisé à l'occasion chanoine de Latran, a affirmé il y a moins d'un an que *l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé* ? De cette nébuleuse qui tient actuellement les rênes de l'Education découle tout ce qui suit.

Quoi ?

*** Supprimer au bas mot 50 000 postes d'enseignants en 3 ans.**

Comme Darcos le dit lui-même, toutes les réformes n'ont qu'un seul but : supprimer des fonctionnaires qui seraient trop nombreux. Il n'arrête pas de dire qu'il y a un prof pour 13 élèves. Son chiffre vient de la division complètement débile de 12 millions d'élèves pour 870 000 enseignants. Mais bon on sait qu'il est fâché avec le bon sens, les chiffres et la règle de trois en particulier. Quelques exemples non exhaustifs pour voir comment s'y prendre afin de supprimer à la hache tous ces enseignants « inutiles » :

9 000 Rased : En supprimant deux heures de cours par semaine en primaire et maternelle (= 3 semaines de cours en moins), les instits sont censés se substituer à ces enseignants spécialisés soit à 7h45, soit entre midi et 13h, soit jusqu'à 17h30. « Economie » de 3000 postes dès la rentrée 2009, puis les 6000 restant les deux années suivantes.

4 400 COP : Exemple au collège : notre nouvelle COP est contractuelle sur plusieurs établissements. Elle découvre le métier et passe ses week ends à s'auto-former. Au mois de juin, lorsqu'elle

aura mieux compris les arcanes de l'orientation, son contrat sera terminé. Soit nous aurons quelqu'un d'autre l'année prochaine, soit personne : l'idée de Darcos est d'essayer de redonner tout ce travail aux profs principaux de 3^e ou de Terminale, qui bien évidemment utiliseront plus la tronçonneuse que la dentelle. Les COP restant risquent de passer aux régions. Même logique pour les Assistantes sociales. Quant aux TOS, ils ont déjà trinqué, avec les incidences qu'on connaît. Enfin viendra notre tour, mais nous serons tous seuls pour nous défendre.

Tous les instits de maternelle : Le coup des instits avec *bac + 5* censés *changer les couches et surveiller les siestes* est une façon de préparer le terrain à la suppression de l'école maternelle jusqu'à 5 ans. Dans les cartons de Darcos se prépare en effet leur remplacement par des *Jardins d'éveil* organisés par les municipalités et payés par les parents.

16 000 postes en lycée : en supprimant 5h par semaine aux élèves de seconde, la mal nommée « réforme des lycées » n'est qu'un habillage grossier de 16 000 de suppression de postes en 2009, et à elle seule 50 000 dans les 3 ans à venir.

8 000 postes de Lycée professionnel : c'est le but avoué par Darcos du bac pro en 3 ans au lieu de 4 ans.

Disparition prochaine des CPE, « exception européenne », par la fermeture des postes au concours

La polyvalence. C'est une autre fausse grosse d'économiser des postes. La « réforme » du lycée prévoit par exemple la fusion de la Physique chimie avec les SVT, en « *sciences expérimentales* » : certains collèges l'ont déjà expérimenté en 6^e depuis 2006.

Ne plus faire redoubler : Enfin, la « réforme » du lycée affiche également la volonté de ne plus faire redoubler les secondes, par le jeu des modules, histoire d'évacuer les élèves par le haut.

*** Privatiser l'Education Nationale** : L'idée est de privatiser avec une stratégie de contournement : plutôt que d'attaquer frontalement le problème, il faut pourrir le système de l'intérieur, afin que les parents aillent d'eux-mêmes inscrire leurs enfants dans le privé. Les médias participent depuis de nombreuses années à cette stratégie sournoise, à grand renfort de démagogie et d'endormissement. C'est une technique adoptée à l'échelle européenne. Aujourd'hui, sans complexe, le gouvernement ne semble même plus s'embarrasser de cette stratégie pas assez rapide. Tout s'accélère, avec une arrogance sans précédent, dans toute la fonction publique, afin de mettre au pas et dégraisser dans les hôpitaux, la police ou ce qu'il reste de la Poste par exemple.

Multiplication des contrats d'association avec les écoles privées. Ces contrats permettent dorénavant aux écoles catholiques d'être prises en charge financièrement de façon quasi intégrale par les collectivités territoriales, tout en ayant toujours le droit d'exercer leur catéchisme 2 heures par jour. Cela s'est passé en mars 2008 dans la plus grande indifférence.

Les coupes drastiques dans le milieu éducatif ont une répercussion directe dans les collèges et les écoles. De la suppression des places en ITEP ou en IME par exemple découle l'arrivée en collège et en primaire d'élèves qui n'ont pas leur place dans des classes déjà surchargées, avec des enseignants non spécialisés. Sous prétexte d'intégration de tous les élèves, on économise des postes dans le système éducatif et on pourrit par la même occasion l'école publique, seule à être obligée d'accepter ces élèves en détresse.

Supprimer le bac : Un prof ou un élève de seconde ne pourra plus dire le 1er septembre 2009, « je suis [ou j'ai les] 2^o3 ». L'année est découpée en deux semestres avec 6 modules au choix en plus des enseignements « fondamentaux ». Chaque module sera évalué en fin de semestre et les 36 modules sur trois ans remplaceront donc le bac : comme pour un empilage de lego, il y aura autant d'élèves que de bac. Le Medef en rêvait : Darcos l'a fait. Dorénavant, il n'y aura plus un bac national, mais des médailles en toc que le bachelier devra marchander pour obtenir son contrat de travail. Profs comme élèves feront donc deux rentrées par an avec des emplois du temps différents, des élèves ou des profs différents, y compris en maths ou en français. En fin de semestre ils devront faire une semaine « bilan et orientation ». J'imagine le foutoir d'un tel dispositif où les élèves n'auront pas cours de la semaine et les profs ne sauront pas quels élèves prendre en charge... C'est donc la programmation d'un bordel généralisé.



Comment ?

Pour parvenir à ses fins, le gouvernement n'hésite pas à déployer les grands moyens, depuis plusieurs années, avec une nette accélération depuis cet été.

Nous diviser : Le lexique utilisé par cette nébuleuse d'ultra-droite est très agressif : *Bataille*, *stratégie*, *réseau*, *alerte*, *contagion*, *belliqueux*, *assiégé*, *guerre*... Leur idée est déjà de diviser pour régner : en ce sens on peut comprendre par exemple la multiplication des services partagés, brisant les équipes et usant les collègues. On peut aussi évoquer le hochet des heures sups qu'ils agitent pour faire disparaître les esprits d'équipe. L'autre idée est de multiplier les attaques, car il est plus difficile de se battre sur plusieurs fronts à la fois. De plus, on a souvent du mal à suivre : c'est pour ça que j'ai essayé de faire une synthèse rapide, même si l'exercice demanderait davantage de temps et de documentation, mais aussi de place, car les mesures sont bien plus nombreuses que celles que je rapporte ici. Ils jouent aussi à fond, même si ce n'est pas nouveau, la carte de la division syndicale.



Nous précariser : Blocage des salaires à 0,5% pendant au moins 3 ans. Rappelons que l'Elysée a vu son train de vie augmenter cette année de 170% ou que les 285 millions versés à Tapie correspondent à 15 000 postes d'enseignants. Sans parler des 400 milliards de subventions aux banquiers. On a tous noté aussi la multiplication des emplois précaires qui touche tous les personnels. Ce n'est pas pour rien que beaucoup d'entre nous hésitent de plus en plus à faire la grève pour une question de moyens. Même si c'est une fuite en avant.

Nous flexibiliser : En 2010 le Capes et l'agreg seront supprimés, même si le nom sera gardé. La coquille vide consistera à « dénationaliser » le concours car l'obtention du master sera laissée à la libre appréciation des universités devenues autonomes. Ce qui implique que les profs de 2010 ne dépendront plus de la grille indiciaire de la Fonction publique. Le jury sera même composé de personnes de la société civile et seulement une épreuve sur 4 concernera la discipline. Depuis 2008, les TZR et les profs en ZEP n'ont plus de bonification pour les mutations. Les nouvelles règles de mutation semblent pour cette année présager également le pire.

Quant aux instits, ils voient leur temps de travail annualisé avec les 108h. En plus de leur journée, ils doivent dorénavant prendre les élèves en difficulté, déjà fatigués de leur journée. Cela donne des journées non stop.

Nous surveiller. Un appel d'offre hallucinant a été lancé par le ministère pour 220 000 €. Ils cherchent pour le 1er janvier 2009 un bureau d'étude pour repérer les *leaders d'opinion*, les *lanceurs d'alerte* et analyser leur *potentiel d'influence* et leur *capacité à se constituer en réseau*. Ce bureau devra *anticiper et évaluer les risques de contagion et de crise*, *alerter quotidiennement et préconiser en conséquence*. La chasse aux sorcières est ouverte.

Nous bâillonner. Les instits doivent désormais prévenir l'Inspection 48h ouvrables à l'avance s'ils ont l'intention de faire grève, afin que les municipalités organisent un service d'accueil, pour briser la grève. C'est pourtant sous Napoléon III (1864) que le droit de grève avait été reconnu.



Nous discréditer. Devedjian, un ancien d'Occident qu'on ne présente plus a récemment écrit un courrier à ses potes. Il dit en substance que les profs sont endormis et que la droite a l'opportunité de se serrer les coudes pour tout faire passer en force. Certes tout ne va pas bien dans l'Education, mais on peut mettre en valeur aussi ce qui fonctionne : les seules mesures concrètes que Devedjian préconise sont l'obligation d'apprendre la Marseillaise et la suppression de poste (il va sans vergogne jusqu'à dire que 100 000 profs ne servent à rien).

Nous enfumer : l'exemple récent de la médaille pour le bac est une idée du club de l'horloge. Ces petits hochets sont tombés en pleine « réforme du lycée » pour donner un os à ronger aux médias et leur faire oublier l'essentiel. De même pour la Marseillaise rendue obligatoire en primaire. Des pacotilles pour faire diversion.

Que faire ?



Les plus défaitistes d'entre nous disent que protester ne sert plus à rien. Personnellement je préfère avoir mon mot à dire lorsque je me fais entuber. A force d'avaler des couleuvres, la nausée monte vite aux lèvres. Et ce n'est pas parce qu'ils nous tiennent par la baisse de notre pouvoir d'achat, qu'il faut baisser les bras.

On a réussi en 2006 à faire reculer De Robien qui voulait faire passer aux oubliettes le décret de 1950 : C'est donc un démenti pour ceux qui pensent que les syndicats ou les grèves ne servent à rien. La politique, contrairement à ce qu'on nous assène, peut se

faire ailleurs que dans l'hémicycle, ou qu'en mettant un chèque en blanc tous les 5 ans dans l'urne.

Vous l'aurez compris, j'estime qu'il est grand temps de rentrer en résistance sous peine de voir l'Education Nationale complètement privatisée. Cela passe déjà par la syndicalisation : comment les syndicats peuvent-ils être efficaces avec à peine 8% de syndiqués. Plus nous serons nombreux, mieux nous nous défendrons.

Dans l'immédiat, il y a déjà la grève du **20 novembre** qui est la première grève unitaire depuis toutes ces attaques frontales : c'est un moment crucial pour enfin relever la tête. Nous aurons aussi une heure syndicale le **27 novembre à 11h30** en salle de réunion pour discuter de tous ces points, même si le temps manquera. Le **2 décembre**, il y a les élections pour élire nos représentants dans les commissions administratives paritaires. A cette occasion, il me semble capital de bien distinguer les syndicats qui défendent réellement nos intérêts et qui n'ont pas signé tout ce dispositif de démantèlement.

Sources : presse syndicale FO, *Canard enchaîné*, divers sites webs en particulier ceux résumant le bouquin *Main basse sur l'école publique*, *Siné Hebdo* bien meilleur que *Charlie*, *Monde Diplo*, Compte-rendu de l'assemblée nationale du 4 novembre...

Hervé Lamy